



Madame Dati ment, éhontément.

Ce mercredi 7 mai 2025, invitée sur France Inter, la Ministre de la Culture a menti à plusieurs reprises quant aux coupes budgétaires publiées le 25 avril dernier au Journal Officiel. Elle n'a cessé d'affirmer : *"Depuis que je suis ministre de la culture, il n'y a pas eu de coupe (...)".* Ce sont bien 114 millions d'euros de crédits alloués au budget 2025 de son ministère qui ont été annulés par décret. Des coupes sèches de 47 millions pour la création, 41 millions pour les patrimoines, 5 millions pour le soutien aux politiques du ministère de la culture et près de 21 millions pour la mission médias, livres et industries culturelles. Un secteur exsangue dans tout le pays.

Madame Dati se permet par la suite de qualifier de "fausses informations" les prises de paroles de camarades travailleur-euses du spectacle vivant durant la dernière cérémonie des Molières, avant d'enchaîner sur des remarques insultantes, classistes et misogynes à leur endroit.

Sur les deux mandats de Monsieur Macron, Madame Dati déclare "presque 2 milliards d'euros de plus sur le budget du ministère de la culture" : c'est faux.

Entre 2018 (3,453 Milliards €) et 2025 (4,335 Milliards €) le budget a augmenté de 882 millions, loin des déclarations de la Ministre.

Et l'avenir ne présage rien de bon, puisque les discussions en cours sur le budget 2026 serait d'une austérité d'ampleur avec, comme l'a annoncé Eric Lombard, 40 milliards d'économie supplémentaire. La culture sera encore une fois amputée de son budget.

Alors qu'un mouvement social s'organise dans la culture depuis plus de 3 mois, pour dénoncer les coupes budgétaires et la précarité des travailler-euses du secteur, la ministre n'a de cesse de moquer et d'insulter les travailleur-euses, arguant qu'elle seule saurait ce qu'est la culture populaire et jeune.

Elle méprise aussi les classes populaires en avançant que la culture leur est incompréhensible. Enfin elle annonce vouloir maintenir son plan de privatisation de l'audiovisuel public en voulant rassembler France TV, Radio France et France Media monde en une seule entité, mettant en danger la pluralité de l'information et une atteinte à la liberté des journalistes, qui, nous le répétons, est l'une des mesures majeures que souhaite porter l'extrême droite !

La privatisation de l'audiovisuel et plus largement du secteur de la culture est façonné par le prisme d'une idéologie du patronat aujourd'hui de plus en plus fascisante. Ce projet ouvrira un boulevard pour véhiculer leurs idéologies, ce qui commence déjà à arriver dans le secteur de l'édition, détenu à 75% par 4 familles, dont Bolloré.

Nous voulons la prendre au mot : voir le budget du ministère augmenter ces 2 prochaines années, et voir ainsi la culture subventionnée reconnue comme un service public.

Nous dénonçons fermement les propos insultants et le mépris de la ministre concernant les camarades qui ont pris la parole lors de la cérémonie des Molières.

Nous restons engagé-es dans la lutte, pour la défense de l'accès à la culture et de la création artistique, et de toutes les travailleur-euses du secteur.